

Grand Débat national
Réunions du 18 février et du 25 février 2019
Montcuq-en-Quercy-Blanc

Le 18 février 2019, un premier débat s'est tenu, à Montcuq-en-Quercy-Blanc dans le cadre du Grand Débat national, rassemblant une cinquantaine de personnes, réparties en deux groupes.

Un deuxième débat s'est déroulé le 25 février avec 38 participants.

Animateurs : Nicole Talleux et Marcel Gris

Rapporteurs : Liliane Haussy et Didier Quet

COMPTE-RENDU DES DEUX REUNIONS

I. TRANSITION ECOLOGIQUE.

Constat:

Problème des voitures diesel et d'avoir encouragé ce type de carburant pour le stigmatiser maintenant.

Voitures électriques encore trop chères et polluantes (procédés de fabrication, recyclage des batteries...).

Problème du recours à l'énergie nucléaire pour les véhicules électriques.

Comment stocker l'électricité?

Trouver des alternatives au nucléaire

Sortir du nucléaire favoriserait une politique de paix sur la planète.

Propositions:

Pour les particuliers, influencer sur le respect de l'environnement par des achats de produits locaux et de saison.

Favoriser les circuits courts. Privilégier les produits bio.

Faire des économies d'énergie en favorisant les travaux d'isolation des bâtiments et en consommant moins, particuliers comme collectivités.

Mêmes aides publiques pour les particuliers que pour les collectivités.

Sortir du nucléaire en développant les énergies renouvelables, éolien, photovoltaïque, forces maritimes, barrages.

Développer l'emploi en mettant en place cette transition écologique.

Surveiller et limiter la force de nuisances des lobbys (Areva) qui freinent la sortie du nucléaire.

Apporter une meilleure éducation des enfants pour un plus grand respect de notre planète.

Appliquer une taxe carbone sur le coût des produits importés pour lutter contre la pollution et favoriser l'économie locale.

Arrêt des élevages intensifs.

Suppression de l'emploi du Glyphosate et des autres produits nocifs. Sauver la biodiversité sous toutes ses formes.

L'État doit financer la recherche massivement, afin de trouver des solutions pérennes pour une agriculture respectueuse de l'environnement, moins intensive.

Les collectivités locales doivent montrer l'exemple, en faisant appel aux fournisseurs d'énergies renouvelables.

Supprimer l'éclairage public la nuit.

Taxer plus fortement les porte-containers qui polluent et le kérosène des avions, énergie polluante.

Changer de modèle économique. Toute réforme affectant la production et la consommation devrait être traitée par le ministère de l'Écologie.

II. FISCALITE. IMPOTS. DEPENSES PUBLIQUES. RETRAITES.

1) Fiscalité, impôts:

Constat:

Indécence du salaire des grands patrons (ou des footballeurs) qui alimente le sentiment d'injustice et l'esprit de révolte. Problème de morale.

Injustice fiscale (augmentation de la CSG sur les retraites, suppression de l'ISF et du CICE).

Propositions:

Rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, tout en faisant en sorte que tout le monde en paie, même faiblement.

Le rendre plus juste en revenant à une dizaine de tranches.

Pour financer plus de services publics, taxer les transactions financières.

Récupérer l'argent placé dans des paradis fiscaux, et lutter contre la fraude fiscale et «l'optimisation» fiscale.

Faire payer les grosses sociétés qui échappent à l'impôt (les GAFA)

Supprimer les niches fiscales qui permettent aux gros revenus de ne pas payer d'impôt.

Réduire les avantages des anciens présidents ou premiers ministres.

Exiger plus de clarté sur le train de vie de nos dirigeants.

Instaurer un salaire médian.

Appliquer graduellement l'augmentation de la CSG sur les retraites de plus de 2 000€.

Consacrer les sommes collectées à la transition écologique.

Remettre la ½ part aux veuves.

Rétablir l'ISF.

Taxer plus fortement la part des rémunérations excédant vingt fois le SMIC, ce jusqu'à 100 %.

2) Retraites.

Constat:

Problème des faibles retraites des agriculteurs, considéré comme une non-reconnaissance de leurs années de travail, ainsi que celles des petits salaires, parfois situées en-dessous du seuil de pauvreté.

Même chose pour certains commerçants ou professions libérales.

Propositions:

À durée égale de cotisation, même niveau de retraite de base pour tous

Revoir à la baisse la retraite des parlementaires.

Pour que le report de l'âge de départ à la retraite soit accepté, revoir les conditions de travail en fin de carrière, en intégrant par exemple des actions de tutorat auprès des jeunes

Indexer à nouveau les retraites gelées depuis quatre ans sur l'inflation et rattraper le retard.

Uniformiser les âges de départ et tendre vers un régime universel.

Faire jouer la solidarité.

Tenir compte cependant de la pénibilité des professions pour l'âge de départ.

III. DEMOCRATIE. CITOYENNETE. PROBLEMES LIES A LA RURALITE.

1) Démocratie et citoyenneté:

Propositions:

Prendre en compte le vote blanc comme vote exprimé, particulièrement au premier tour.

Instaurer une part de proportionnelle, intégrale ou partielle, au parlement, sachant qu'une dose de proportionnelle trop importante risquerait de rendre la France ingouvernable (comme sous les 3^e et 4^e Républiques).

Localement, des conseils de citoyens pourraient être mis en place pour débattre de divers sujets, comme le choix des énergies renouvelables à implanter localement.

Revoir le système pour que la représentativité des citoyens et leur pouvoir de décision soient réellement pris en compte.

Favoriser la participation des citoyens à la vie politique et démocratique avec un tirage au sort des citoyens siégeant dans les commissions municipales.

Développer une culture de la citoyenneté, notamment auprès des jeunes et des enfants dans les écoles.

Constitution de conseils municipaux jeunes ayant pouvoir de décision dans toutes les communes.

Décision d'organiser une fois par trimestre un «café citoyen» à Montcuq-en-Quercy-Blanc pour que ce débat citoyen ne se limite pas à ces deux réunions.

Pour partager des connaissances, s'éclairer sur des textes de lois, mise en place d'une salle citoyenne, tenue par les citoyens.

Instauration du référendum d'initiative citoyenne (RIC).

Pour une République plus citoyenne, réécrire la constitution.

Organiser un débat public citoyen, au moins une fois par an, avec les élus locaux. Ces derniers devraient rendre des comptes plus fréquemment.

Obligation d'un casier judiciaire vierge pour tout candidat à une élection et pour les ministres.

Renforcer la reconnaissance des corps intermédiaires.

Arrêt des ordonnances.

Les médias ne devraient plus être contrôlés par le milieu des finances.

Moraliser l'économie, en instaurant un «ordre» des entreprises, chargé d'établir des règles, une éthique.

L'État ne doit pas encourager les forces de l'ordre à faire usage de la violence, mais il faut pouvoir aussi maintenir l'ordre pour éviter les débordements violents,

Restaurer le respect.

Protection par l'État des lanceurs d'alerte.

2) Ruralité:

Constat:

Manque de transports en commun en milieu rural, mis à part le transport à la demande intercommunal (TAD) deux fois par semaine.

Recours systématique et indispensable à la voiture particulière obligeant certains foyers à en avoir deux.

Suppression des services publics en milieu rural.

Problème du manque d'attractivité du territoire dans les zones où les écoles ont fermé.

Mauvaise couverture du réseau internet et de la téléphonie mobile, véritable frein au développement économique de la région.

Important décalage entre le monde urbain et le monde rural

Propositions:

Mise en place d'un système de covoiturage avec une application sur téléphone mobile.

Mise en place de bus itinérants offrant l'accès aux principaux services publics.

Mieux informer les habitants sur l'existence des Maisons de services au public (MSAP).

Déplacement au domicile des personnes âgées et isolées d'une personne qualifiée pour les aider à remplir les démarches administratives. Son statut serait à définir.

Conserver nos écoles sans quotas à partir desquels la fermeture est inévitable.

Pour les Ehpad prendre en compte l'éloignement et la distance en milieu rural et garder des maisons de retraite de proximité.

Installer des antennes pour la téléphonie mobile et améliorer le réseau internet et la fibre optique.

Créer des zones franches dans certaines communes défavorisées du Lot.

IV. ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS. POUVOIR D'ACHAT

1) Organisation de l'état et des services publics:

Constat:

Désengagement de l'État, qui transfère ses compétences sur les collectivités locales. Appauvrissement de la population locale qui porte le poids de charges auparavant assumées et financées par l'État.

Préserver la décentralisation.

Les subventions publiques ne sont attribuées que sur des critères très précis, sur un seul projet.

Relocalisation des productions de proximité: comment arriver à nourrir l'ensemble des citoyens dans des zones dépourvues de grosses industries?

Propositions:

Avoir davantage de services publics, et qu'au sein de l'Europe, que la France montre la voie, en adoptant des mesures innovantes.

Pour permettre aux jeunes d'étudier leurs spécialités tout en restant près de chez eux, multiplier les filières proposées au sein des lycées et des établissements secondaires.

Réduire le temps d'intervention des gendarmes à la suite de faits de violence.

Permettre au niveau des régions à des services d'utilité publique de pouvoir intervenir sur une commune voisine, mais située dans un autre département que son lieu d'implantation.

Faire un bilan de la fusion des collectivités (communes, régions).

Diminuer le nombre de fonctionnaires territoriaux.

Obtenir plus de souplesse pour l'octroi des subventions, avec une enveloppe globale qui serait utilisable pour n'importe quel projet citoyen.

Les politiques publiques devraient favoriser l'emploi pour tous.

2) Application de la loi.

Constat:

Les lois sont élaborées en méconnaissance totale du terrain rural, démontrant une fracture profonde entre la capitale et la province.

La loi peut être parfois inapplicable dans les zones rurales. Exemple: la dématérialisation obligatoire des réponses aux appels d'offres auxquels les artisans ne peuvent pas répondre... faute de couverture internet dans certaines zones blanches rurales!.

Propositions:

Faire bouger la loi, la faire évoluer.

Toute loi, avant d'être appliquée sur l'ensemble du territoire national, devrait faire l'objet d'expérimentations locales.

Changer la constitution qui donne un trop grand pouvoir au président.

Organiser les législatives avant la présidentielle (ou en milieu de mandat), et non après, pour une meilleure représentativité du peuple et de toutes les forces politiques du pays au parlement.

3) Pouvoir d'achat et justice sociale. Emploi-éducation-formation.

a) Pouvoir d'achat:

Constat:

Augmentation des produits de première nécessité dramatique pour le pouvoir d'achat des Français déjà en situation de précarité. Incompréhension du système.

Salaires minimums trop faibles pour vivre décemment.

Problème des temps partiels nombreux en zone rurale, surtout pour les femmes.

Propositions:

Pouvoir vivre décemment de son salaire avec un SMIC réévalué.

Maintenir à un taux réduit (voire supprimer) la TVA sur les produits de première nécessité.

Taxer les produits hors communauté européenne.

Remettre le système des aides sociales à plat. Trop peu de différence entre les aides sociales et les petits salaires. Les aides sociales pouvant parfois devenir un frein à la recherche d'emploi.

b) Emploi-éducation-formation:

Propositions:

Impliquer davantage les parents dans la vie scolaire, pour aider l'équipe éducative à mieux résoudre certains problèmes.

Faire de l'école un lieu d'émancipation de l'esprit de l'enfant.

Éduquer à l'information et à son analyse.

Les grandes multinationales ne doivent plus faire partie du conseil de préparation des programmes, afin d'en finir avec une certaine « privatisation » de l'éducation.

Ouvrir les écoles aux métiers et aux entreprises.

Accroître les stages en entreprises.

Développer l'intérêt pour les activités manuelles à l'école.

Former les jeunes aux emplois qui recrutent.

Relocaliser en France les entreprises, notamment celles du médicament.

Les politiques publiques doivent favoriser l'emploi pour tous.

